

# ENJEUX ET DEFIS DU VIVRE-ENSEMBLE DANS LES SOCIETES POSTCOLONIALES AFRICAINES, LE CAS DU CAMEROUN

**Gilbert TCHOUAMO NEOSSI**

*Université de Yaoundé 1, Cameroun*

*marcotchouamo@yahoo.com*

## Résumé

*Les sociétés humaines dites postcoloniales, par essence plurielles sont de nos jours le théâtre des crises, de tensions, de conflits. Présentant un visage multiculturel qui ne souffre d'aucun anathème, les tendances ethnocentriques qui ont culminées avec les pratiques coloniales perdurent nonobstant les luttes en faveur du dialogue des cultures et surtout du métissage culturel. Telle est la caractéristique des sociétés ayant connu l'expérience de la colonisation parmi lesquelles le Cameroun. Dans un tel contexte, il se pose un réel souci de mise en commun des singularités culturelles puisque la bifurcation ; le rejet et toutes les formes de catégorisations sociales dictent leur veto sur l'acceptation, la solidarité et la tolérance. Cette réflexion se donne-telle la modeste ambition de passer en revue les données factuelles qui constituent pour ainsi dire, les défis et les enjeux majeurs de l'effectivité du vivre-ensemble au sein des sociétés marquées par la pluralité du dire et du faire. Pour y parvenir, nous emprunterons la théorie postcoloniale suivant la logique de Mbembe qui offre un meilleur entendement et une meilleure lecture des rapports interculturels au sein des espaces ayant connu l'expérience de la colonisation et de nos jours sujets des pratiques anti-vivre-ensemble, pour montrer les tendances ethnocentriques qui constituent en plus des legs coloniaux, de véritables défis au vivre-ensemble ; ce qui hypothèque de façon significative, l'unité nationale et le développement durable qui en sont les enjeux majeurs.*

**Mots clés :** *Vivre-ensemble, Sociétés postcoloniales, ethnocentrisme, legs coloniaux, paix*

## Abstract

*The human societies so-called postcolonial are essentially plural; they are nowadays the theatre of crises, tensions and conflicts. Showing a multicultural face which doesn't suffer from any anathema, the ethnocentric tendencies which culminate with the colonial practices persist within them notwithstanding the struggles in favor of the cultural dialogue and above all, the cultural hybridism. This refers to the characteristic of the societies having known the experience of colonization among which Cameroon. In a context, there is a real concern for pooling cultural singularities since acceptance, solidarity and tolerance are replaced by bifurcation, rejection and all social categorizations we can imagine. This research aims to review the challenges and the major issues of the effectiveness of living together in multicultural societies. To achieve this goal, we will use the postcolonial approach as elaborated by Achille Mbembe giving it offers a better understanding and a clear analysis of intercultural relations within spaces having experienced colonization and nowadays subjects of anti-living together practices, to show the ethnocentric tendencies, and colonial legacies which significantly jeopardize national unity, peace as well as sustainable development, the majors stakes people are obliged to fight for.*

**Key words:** *Togetherness, postcolonial societies, ethnocentrism, colonial legacies, Peace.*

## Introduction

La quasi-totalité des pays africains ont vu leur mode de vie chamboulé par les pratiques coloniales. Ce système de domination, de violence et d'anéantissement a impacté tout en refaçonnant les modes de vie, de penser et de gestion des dites sociétés. Aimé Césaire (1955 : 20) à ce sujet affirme : « moi, je parle des sociétés vidées d'elles-mêmes, des cultures piétinées, d'institutions minées, de terres confisquées, de religions assassinées ». Pour le penseur et écrivain africain, « c'était des sociétés communautaires ... détruites par l'impérialisme » (Césaire, Op.cit., 21). Or plus de 50 ans déclarées des indépendances, ces sociétés qui vivent sous le prisme de la bifurcation-balkanisation (séparation) peinent à se reconfigurer en considérant par exemple la configuration axiologique africaine qui est effectivement centrée sur la solidarité et le partage que Nkrumah (1976 : 87) qualifie de « communalisme africain » qui « induit la responsabilité de tous pour un ». Les peuples dans leurs diversités culturelles complexifiés pour le besoin de la cause par des données culturelles d'outre-mer, sont partagés entre tensions communautaires, guerres religieuses, guerres politiques. Si l'on prend le cas du Cameroun, les legs de la colonisation française et anglaise déchirent ses populations. Plusieurs travaux tels que ceux de Bidja'a Kody (2001:102), Nforbi (2013 : 7) présentent une densité qui s'étend au-delà de la moyenne soit plus de 280 langues et cultures et Rousseau Fouté (2017) montre ainsi que « du fait de sa diversité géographique, humaine, culturelle et linguistique, le Cameroun a été qualifié d'« Afrique en miniature ». C'est un « héritage de l'histoire », véritable patchwork de populations. Entre 200 et 250 ethnies ont été recensées, s'exprimant dans près de 300 langues locales, à côté des deux langues officielles que sont le français et l'anglais légués».

En clair, Ces statistiques montrent que le Cameroun est un pays dont le multiculturalisme n'est plus à démontrer. Il faut le préciser, toutes ces cultures sont différentes les unes des autres, chaque peuple a ses données qui le singularisent et lui permettent de se distinguer en s'affranchissant des autres camerounais. La présence des régions dites anglophones et d'autres francophones, des langues spécifiques pour tel ou tel autre système éducatif, des religions occidentales, complexifient viscéralement cette diversité. Il s'en suit au plan social, la difficulté redoutable de construire avec les semblables, un cadre d'acceptation et de

dialogue culturel. D'où l'urgence nécessité de mener une réflexion sur les défis à relever afin d'atteindre certains idéaux qui garantiraient la stabilité. Autrement dit, quels sont les différents challenges au vivre-ensemble au sein de l'espace camerounais ? Pourquoi la cohabitation pacifique au Cameroun s'avère-t-elle impérieuse ? C'est notre ambition tout au long de cette réflexion, de contribuer à y apporter une modeste réponse. Pour ce faire, nous convoquons pour le besoin de la cause la théorie postcoloniale. Elle est définie par Gareth Griffiths *et al* dans *The Empires Writes Back* (1989) comme un schème de pensée et de réflexion qui explore l'ensemble des cultures affectées par le processus impérial de la colonisation jusqu'à la période contemporaine. La critique postcoloniale se caractérise par une pluridisciplinarité qui lui permet d'étudier la littérature et la société dans sa dimension d'anéantissement/anihilement des uns par les autres, et dans sa dimension de résistance, de réfutation de proposition, de contre-discours. Les débats sont ainsi centrés sur les questions migratoires, l'esclavage, les résistances, les représentations culturelles, les races, le genre. Nous empruntons la démarche de Mbembe pour appréhender entre autres les manières de rendre compte du passé et du présent des nations déchirés par les legs coloniaux. Dès lors, il sera question de présenter le Cameroun comme étant une société postcoloniale, en outre, nous analyserons les instances et les manies qui n'œuvrent guère au parachèvement de la Relation, du vivre-ensemble et nous terminerons par les enjeux du vivre-ensemble au sein des espaces multiculturels.

## **1- Le Cameroun : une société postcoloniale**

La société postcoloniale est définie ici comme une société qui a connu les expériences de la colonisation et surtout au sein de laquelle, perpétue « le continuum postcolonial (Marie-Claude Smouts, 2007 : 292) ». La postcolonie est définie par Jean Lyotard (2007 : 4) comme un lieu ou un espace pour « penser le présent, un présent singulier, au présent. Il s'agit de le penser de part et d'autre, puisque la colonie est le lieu d'un grand partage, celui des indigènes et des nationaux, des anciens et des modernes, des hommes de rien et des hommes de bien ». Il s'agit donc des Etats nouvellement constitués qui pour la plupart datent des années 60. Pour Achille Mbembe (2000 : IX), la postcolonie « au – delà de sa définition immédiate – celle d'un temps dont le propre est de s'agiter ou encore de donner lieu à l'agitation et au tumulte, à l'absence

de sérénité, ce vieil idéal constitutif de toute vie heureuse – la notion de postcolonie me permettait d'éviter l'écueil de lieux communs devenus si courants dès lors qu'il s'agit de l'Afrique et des mondes jusque il y a peu colonisés ». Au sens où l'entend Balandier (1951 : 44-45), les sociétés postcoloniales sont celles de « la situation coloniale » qui est définie en termes d'un certain nombre de conditions parmi lesquelles « la domination imposée par une minorité étrangère, racialement (ou ethniquement) et culturellement différente, au nom d'une supériorité raciale (ou ethnique) et culturelle dogmatiquement affirmée, à une majorité autochtone matériellement inférieure ; cette domination entraînant la mise en rapport de civilisations radicalement hétérogènes : une civilisation à machinisme, à économie puissante, à rythme rapide et d'origine chrétienne s'imposant à des civilisations sans machinisme ». L'auteur montre ainsi qu'au sein de ces sociétés, se heurtent une culture forte caractérisée par le christianisme, la puissance économique et des cultures moins fortes et non Chrétiennes. Il s'agit des populations locales, des colonisés qui ont pour religion l'animisme pour la plupart. Ce terme de postcolonie définit à la fois référence à la période coloniale et postcoloniale. Ainsi, Bill Ashcroft *et al.* (2012 : 14) pensent qu'il s'agit de : « toute culture affectée par le processus impérial depuis le moment de la colonisation jusqu'à nos jours ». En définitive, il faut retenir de postcolonie un moment de tumulte et de réincarnation, de « masques, d'apparences et d'ombres qui dépècent, détruisent et hébergent ce qui est déjà mort », affirme Mbembe (Op.cit. : 272) S'intéressant à la société africaine, postcolonie renvoie donc aux « masques qui, chaque jour, tissent un rapport étroit, tout à la fois vénal et convivial, entre l'être – esclave, l'être – animal, l'être - indigène et l'être chose ». Toutefois, il convient d'intégrer l'aspect de période de « possibilité », de construction, car affirme Mbembe (Ibid. : 273)

À partir de ce regard cursif sur la conception de sociétés postcoloniales, il en résulte que plusieurs aspects permettent de présenter le Cameroun en tant que société postcoloniale au sein de laquelle se posent d'énormes soucis de vivre-ensemble. Le Cameroun fait partie des Nations qui ont vécues pendant bon nombre d'années sous le joug de la colonisation. Au sein de la société camerounaise et comme dans la plupart des sociétés, on observe clairement l'écart que la colonisation crée entre le colonisé et le colonisateur. Celui-là idéalise la métropole. En principe le Martiniquais et l'un des fondateurs du mouvement de la

Négritude, Aimé Césaire (Op.cit., 14) montre sans embâcle que la colonisation a viscéralement transformé les sociétés africaines dont il fait l'éloge quand il affirme: « c'étaient des sociétés coopératives, des sociétés fraternelles. ». Pour lui en effet avec la colonisation, il faut parler des « sociétés vidées d'elles – mêmes, des cultures piétinées(...) de magnificences artistiques anéanties, d'extraordinaire possibilités supprimées ». Ainsi, cette désastreuse et dévastatrice pratique s'est déployée pour ce qui est du Cameroun dans deux systèmes. Le Cameroun a d'abord connu le protectorat Allemand (1884-1910), avant sa bifurcation en deux parties : le Cameroun occidental qui connaît une expérience anglo-saxonne et le Cameroun Oriental qui quant à lui est dominé par la France. Ces valeurs culturelles du colon sont restées et aujourd'hui sont la conséquence des moments périlleux dans la société camerounaise. En tant que société postcoloniale, la contemporanéité camerounaise montre que la poétique du semblable et la théorie de l'en commun élaborés par Mbembe répondent aux abonnés en laissant le champ libre aux pratiques d'inimitié, aux facteurs antipathiques qui hypothèquent la cohabitation pacifique.

## **2 - Les défis du vivre-ensemble dans la société multiculturelle**

Les espaces multiculturels sont des lieux de la pluralité linguistique et culturelle au desquels il ya la rencontre, le choc entre plusieurs cultures de nature différente. En réalité, il convient de préciser que le rencontre n'est pas une exclusivité de la période coloniale ou post-coloniale. Pour Claire Chaplier (2012 : 147), « les échanges interculturels existent depuis longtemps, mais, avec les technologies qui ont accentué le rythme des rencontres avec l'autre, les enjeux interculturels sont devenus majeurs aujourd'hui devant la diversité et la multiplicité des contacts culturels ». Ce point de l'analyse loin de se constituer en un énoncé dithyrambique explore les tendances et pratiques qui, d'une manière ou d'une autre, n'œuvrent guère au parachèvement de l'interculturalité ; entre autres, il s'agit de l'ethnocentrisme, des caractérisations sociales et les clivages issus de la colonisation.

### **2.1- Le défi des mentalités ethnocentriques**

La diversité de cultures se présente comme une richesse incomparable pour l'ensemble des peuples et cultures puisqu'elle est considérée et perçue comme un patrimoine mondial. Ainsi, dans un con-

texte marqué par la présence de plusieurs cultures, il faut la compréhension mutuelle, le respect de la différence pour que les Hommes puissent vivre en harmonie. . L'ethnocentrisme est défini comme la tendance à considérer le monde et à le définir suivant sa perception des choses. Cette perception est vue comme le modèle de référence. Bennett (1993) parlant de « la Sensibilité interculturelle » montre qu'il existe deux phases principales : la phase ethnocentrique et la phase ethno-relative. La première est perçue comme une phase dans laquelle l'individu suppose que sa vision du monde est le centre même de la réalité. Dans cette logique, il ne saurait avoir de communication véritable, aucun dialogue social n'est envisageable. Cette tendance est perceptible sous trois dimensions.

La première est la dénégation. Il s'agit de l'action de nier, de rejeter les valeurs culturelles de l'Autre. L'individu refuse l'existence des autres perceptions du monde. Dès lors, il construit des barrières dans le but de créer une certaine séparation et l'isolement. Dans la société camerounaise, le principe du rejet est palpable et la philosophie de l'altérité devient de plus en plus difficile à envisager. Au sens philosophique du terme, l'altérité renvoie à la théorie sur *l'alter ego* c'est-à-dire la théorie d' « autrui » qui désigne les autres êtres humains de la planète, les semblables par opposition aux êtres de la faune et de la flore. Pour mieux cerner les contours et les détours du concept de l'altérité, J.P CUQ (2003 : 123) propose une définition sous citée *in extenso* : C'est l'autre en tant qu'autre, c'est-à-dire, comme moi, un sujet (responsable et absolument singulier, incomparable) ; il est à la fois différent de moi et identique à moi en dignité. L'altérité est le concept qui recouvre l'ensemble des autres, considérés eux aussi comme des ego (*alter ego*) et dont je suis moi aussi l'*alter ego*, avec droits et devoirs ». Pourtant, l'espace multiculturel (camerounais) est le théâtre de la dénégation elle qui s'apparente comme un écueil qui fausse le rapport à autrui, la négation de celui-ci vu et perçu dans sa globalité comme niais objet. Tout porte à croire selon J.P CUQ (Op.cit.2 : 123) que « tout sujet suppose une intersubjectivité et, en même temps, éprouve toujours la tentation de réduire l'autre à un objet, grand danger contre lequel il faut sans cesse lutter en soi-même, pour les relations humaines. Dans certaines ethnies, il est formellement refusé aux Hommes d'envisager un mariage avec les individus d'autres tribus. Dans le même sillage, les pratiques

culturelles, les façons de faire de l'autre sont taxées de « bêtises », « d'idiotie » et parfois porteur de malheur.

Le deuxième degré de l'ethnocentrisme est la défense. C'est le principe de la reconnaissance de l'autre certes, mais la logique de l'ethnocentrisme persiste car la différence est combattue. La stratégie déployée par les différents acteurs est le dénigrement qui consiste à porter des jugements négatifs sur toute vision du monde dissemblable. Seules les mentalités et tous les autres outils et déterminants culturels spécifiques au groupe d'appartenance méritent attention et appréciation. Ceux des autres font peur, et sont dépourvus de toute logique et de toute Raison. C'est d'ailleurs le lieu par excellence de construction des caractérisations sociales. De prime abord, on a les préjugés. Ce sont des croyances le plus souvent imposées par le milieu, l'époque ; ce sont des « partis pris » sans fondement, sans aucun déterminant existentiel. Jean-Baptiste Légal et Silvain Délovée, (Op.cit. : 15) affirme que « le préjugé est un jugement a priori, une opinion préconçue relative à un groupe de personnes donné ou à des catégories sociales. En psychologie, le terme de préjugé est généralement associé à une valence négative ». En outre nous avons les stéréotypes sous leurs formes extrêmes. Le stéréotype consiste à colporter les schèmes de pensée qui par la suite deviennent des éléments identitaires. Dans cette perspective, il convient de subir l'acte d'un membre d'une communauté pour généraliser tout le groupe à partir de cette expérience infime. Jean-Baptiste Légal & Silvain Delouée (2015 : 9) affirment à ce sujet que « les stéréotypes sont généralement et socialement partagés en ce sens qu'ils sont véhiculés et entretenus par l'environnement social (famille, amis, médias, société ». C'est ainsi qu'au sein de la société camerounaise, on assiste aux qualifications attribuées aux ethnies ou groupes sociaux : « les Bamenda, « according to the lord », « les Bafang, les bassa de l'ouest », « les bamena, les voleurs de chèvre. Dans un tel contexte, il est évident que l'esprit du vivre-ensemble interhumain devienne problématique car l'adaptation, l'empathie, le rapprochement et la diplomatie sont viscéralement substitués par le dénigrement et l'intolérance.

La dernière dimension est la minimisation. Il est vrai cette dimension se rapproche davantage du relativisme mais il faut encore intégrer d'autres aspects. À ce niveau, les Hommes sont plutôt dans une posture hiérarchique, c'est dire qu'ils considèrent leur culture comme supérieure à celle des autres. Ici, on minimise la signification de tel ou tel autre

élément ou aspect de la culture de l'autrui. Puisqu'il existe toujours un sursaut d'orgueil chez chaque individu, celui-ci se sentant vexé, cherche des voies et moyens pour réagir, pour défendre son statut. De là, peuvent naître certaines tensions et crises. Les tendances ethnocentriques constituent un défi majeur à relever mais il faut également se défaire de certains clivages issus de la colonisation car ils constituent aussi un obstacle majeur au vivre-ensemble au Cameroun.

## **2.2- *Le défis des clivages issus de la colonisation***

Les études postcoloniales présentent clairement l'ensemble des ravages que la colonisation a causé. Cette théorie s'adosse sur les théorèmes selon lesquels, la colonisation fait partie de notre présent, a influencé à la fois les sociétés dominées et dominantes. Il va sans dire que « les indépendances n'ont pas soldé les questions surgies des expériences historiques de domination connues par des sociétés locales » Mbembe (1998 : 48), montre ainsi que la période postindépendance est non seulement marquée par les pratiques coloniales et esclavagistes d'une part, les crises et les tensions d'autre part. Le passage de l'occident en Afrique, donc au Cameroun a familiarisé les peuples autochtones à certaines façons de faire qui ont été conservées après le départ du colon, considérées comme des legs coloniaux notamment les systèmes éducatifs et les langues.

Les legs coloniaux sont de nos jours source de tension au sein de la société camerounaise. Le premier aspect est la langue. Elle est définie comme étant un système de communication propre à une communauté linguistique. Le Cameroun a hérité de la France et de l'Angleterre le français et l'anglais. Ces deux langues ont été officialisées par les pouvoirs politiques. Elles constituent les langues de l'éducation et de la formation des citoyens. Comme le précise Jean Blaise Kenmogne (2006 : 1), « dans la plupart des pays africains en effet, l'éducation se fait dans les langues étrangères ». Dans une telle posture, le processus ne s'avère pas aisé pour les apprenants en ceci que les théorèmes et les formes d'exemplification revêtent les réalités hautement étrangères voire étrangères. C'est la raison pour laquelle Cheikh Anta Diop (1979 : 415) parle de la « nécessité de développer les langues nationales ». En effet, le premier chapitre de la deuxième partie de son essai *Nations nègres et cultures* Tom 2 est consacré aux langues africaines (nationales). Ainsi, le penseur-et l'un des classiques africains-estime qu'il se pose une urgente nécessité : « cette nécessité apparait dès lors qu'on se soucie de



faire acquérir à l'africain moyen une mentalité moderne ( seule garantie d'adaptation au monde technique) sans être obligé de passer par une expression étrangère ( ce qui serait illusoire). Il est plus efficace de développer une langue nationale que de cultiver artificiellement une langue étrangère ; un enseignement qui serait donné dans une langue maternelle permettrait d'éviter des années de retard dans l'acquisition de la connaissance. Très souvent, l'expression étrangère est comme un revêtement étanche qui empêche notre esprit d'accéder au contenu des mots qui est la réalité ». Ambroise Kom emboîte le pas à Anta Diop pour parler à son tour de *la malédiction francophone* dans la mesure où la langue française reste et demeure la langue officielle, de la communication utilisée dans les familles, les institutions et dans des lieux parfois insoupçonnés. « Pourtant, l'Afrique indépendante a tout de même hérité les langues européennes qui sont devenues nos langues officielles. Par langues officielles, il faut entendre langue de l'enseignement, de l'administration et des médias. A telle enseigne qu'il est devenu courant et normal entendre parler de l'Afrique anglophone, lusophone, francophone. (Kom, 2005 :15). Ces différentes langues occidentales qui constituent les langues officielles créent en Afrique, d'énormes soucis de vivre ensemble ou de coexistence pacifique tant et si bien qu'elles divisent et séparent les peuples. « Soit dit en passant, des ethnies qui avaient et ont encore une langue africaine commune se retrouvent souvent, à la suite de la division arbitraire du continent, dans des pays différents avec des langues officielles différentes » (Kom, Ibid. 98). On peut dans ce sillage comprendre et situer l'une des causes de la crise dite anglophone au Cameroun. Il faut davantage noter que les langues européennes dominent celles africaines puisque les africains eux-mêmes sont dans un esprit de phagocytage total. C'est pourquoi il faut décoloniser l'esprit de l'africain qui lui-même devient de plus étranger dans sa propre langue et culture. C'est d'ailleurs ce qui fait dire à Pierre Alexandre (1967 : 111) que dans la perspective colonialiste, en dépit des langues occidentales, « les autres langues ne sont que folklore ».

En dépit du statut de « langues à égale valeur » telle que définie par la constitution du Cameroun, le français demeure la langue dominante dans la zone francophone constituée des régions du Grand Nord, du Grand Sud, du Littoral et de l'Ouest et l'anglais dominante dans les régions du Nord - ouest et du Sud - d'ouest du pays. Chaque individu se définit ainsi par rapport à la langue parlée. Il se crée un certain

nombre de clivages qui amène les Uns et les Autres à porter des clichés – perception floue voire erronée de quelque chose, groupe ou d'une personne-sur d'autres. De nos jours, on note un développement exponentiel de la haine et de la condescendance. Pour les anglophones, en effet, « est-il possible acceptable que vous soyez ridiculisé dans un lieu public à Yaoundé, Douala, Ngaoundéré ou Bertoua, simplement pour avoir demandé à obtenir une information en utilisant la langue anglaise ? » (Pondi, 2016 : 3). Or, ces deux langues qui divisent les peuples camerounais ne sont qu'un héritage colonial. Il faut donc dépasser ce legs dans l'ultime dessein de développer un dialogue social plus harmonieux de manière à ne plus qualifier ou taxer les individus de toute sorte de vocable. S'il est vrai que l'unité nationale a été la bataille des devanciers, c'est dire des pères fondateurs de la société camerounaise, il faut admettre que le préalable au vivre-ensemble au Cameroun est tributaire d'une prise de conscience collective des peuples de la nécessité à transcender cet héritage colonial au même titre que le système éducatif.

Le système éducatif constitue le second héritage colonial à transcender au Cameroun. Il renvoie à tout ce qui se passe entre l'apprenant, l'enseignant et le savoir. Lorsqu'on jette un regard panoramique sur les sociétés occidentales (les pays développés), on se rend à l'évidence que les différents systèmes éducatifs répondent aux réalités nationales et mondiales. Or, en Afrique en général et au Cameroun en particulier, on observe des distorsions. L'éducation au Cameroun se déroule dans deux sous-systèmes différents, le sous-système francophone et celui anglophone. Aussi différents l'un de l'autre, ils sont un héritage de la colonisation du Cameroun. Parlant de l'éducation Napoléon 1er lui consacre le statut de première, deuxième et troisième chose pour un pays. Pour Jean Blaise Kenmogne, « ce qui arrive à l'école africaine n'est pas loin s'en faut, le fruit du hasard. L'éducation scolaire sur la terre africaine est un avatar de la colonisation. En tant que telle, elle s'inscrit fondamentalement dans un processus de rupture d'avec le contexte socioculturel local ». En effet, émergeant dans deux sous-systèmes différents, les camerounais sont formés dans une logique séparatiste ce qui influence parfois la cohabitation pacifique dans certaines institutions privées ou publiques. Les débats entre camerounais des deux sous-systèmes revêtent l'idée de domination, de hiérarchie et des crises de valeurs. On voit une fois de plus que le système éducatif qui n'est qu'un avatar de la colonisation génère des frustrations, est

source de préjugés et de stéréotypes que les Uns portent à l'égard les Autres. Dans cette logique, il est nécessaire de former les camerounais de manière à ce qu'ils puissent se définir comme des camerounais, comme des frères au-delà de leur formation dans des systèmes différents. Il se pose dès lors une nécessité : celle de la reformation du système éducatif camerounais. Il convient tout de même de marteler que celui dans lequel les camerounais sont éduqués est hautement tributaire et dépendante des métropoles : la France et l'Angleterre au détriment des réalités sociales propres du Cameroun. C'est la raison pour laquelle il faut passer « de l'école de la dépendance à l'école de l'auto – promotion » (Albert Azeyeh : 1998). Pour lui, les Africains doivent promouvoir les valeurs qui leurs sont propres et cesser de continuer à entériner les valeurs occidentales dans un système éducation malsain. Au total, le système éducatif camerounais tel qu'il est analysé et perçu ne favorise pas le vivre ensemble. Pierre Marie Njiale déclare que « le Cameroun est loin d'être unifié sur le plan éducatif du fait de son passé colonial ». L'analyse de la société camerounaise montre la nécessité à dépasser ces legs coloniaux car le Cameroun à plus d'un égard, un est espace dominé par les « Politiques de l'inimitié » (Mbembe, 2016) étant donné que les enjeux du vivre-ensemble sont aussi variés et diversifiés.

### **3- Les enjeux du vivre-ensemble en contexte de la diversité culturelle**

« La société d'inimitié » caractérisée par la crise du vivre-ensemble n'est pas aussi alchimiste. Prôner une sortie viscérale de la société d'inimitié est une voie messianique pour atteindre un certain nombre d'objectifs notamment le développement durable, la paix et l'unité et l'intégration nationale.

#### ***3.1- Le développement durable***

Plusieurs critères ostensibles permettent de définir le développement. En effet, la naissance du concept se situe après la deuxième guerre mondiale, en pleine période de décolonisation. Le discours inaugural du président Truman est le point de départ. Pour lui, les pays occidentaux sont « développés » et ceux d'Afrique notamment souffrent d'un manque de « progrès économiques ». On comprend dès lors que parler de développement c'est analyser le progrès, l'expansion ou l'accroissement économique. Bref le développement est directement

rattaché à une croissance économique, au bien-être des populations dont le but est de favoriser une évolution positive dans les changements structurels, tout en favorisant un climat de paix. Les sociétés africaines en général et le Cameroun en particulier – nonobstant la fin des indépendances- accusent encore un retard lorsqu'il s'agit d'interroger le niveau de vie des populations, le développement infrastructurel et bien d'autres. Les analyses montrent sans embâcle que ce retard est également le fruit des pratiques haineuses qui occasionnent des dépenses économiques, la perte de la main d'œuvre. Aujourd'hui engagé dans trois fronts : le Grand Nord avec la guerre contre Boko Haram, à l'Est la bataille contre les anti-balaka de la République Centrafricaine et les régions anglophones du pays avec la crise anglophone, le processus de développement du pays se voit nettement ralenti car les dépenses sont énormes. Dans un rapport publié par le Groupement Inter patronal du Cameroun GICAM, *Insécurité dans les régions du Sud-ouest et du Nord-Ouest, Conséquences Economiques et Impacts sur l'Activités des Entreprises* publié en 2018, on peut apprécier les résultantes de la crise postcoloniale sur le tissu économique camerounais un manque à gagner de 1milliard par mois (P.9). Les Experts du GICAM concluent leur rapport en affirmant mordicus que « le manque à gagner en termes de chiffres pour ces entreprises implique mécaniquement un manque à gagner immédiat de 5 919 235 059 F CFA de recettes fiscales pour l'Etat au titre de l'acompte de l'impôt sur les sociétés » (P.11). Et surtout que « la crise dans les Régions du Sud-ouest et du Nord-Ouest a déjà sérieusement entamé le tissu économique existant dans ces Régions » (P.15). Ces chiffres triés sur le volet montrent que le développement des sociétés postcoloniales africaines est hautement hypothéqué par des crises et des tensions qui résultent des legs coloniaux comme c'est le cas au Cameroun. Il est donc impérieux pour les camerounais de penser leur essor en s'inscrivant contre toute séparation qui tient compte des clivages coloniaux.

### **3.2- La Paix et l'Unité nationale**

En outre la paix en tant que idéal est le point culminant de l'importance de la tolérance et de l'interculturel en contexte de diversité. Cette posture permet ainsi aux différents acteurs de concilier les expertises afin de mieux trouver des réponses aux problèmes des hommes en société. Il s'agit dans ce cas de la synergie puisque les Hommes en cultivant les théories de « l'en-commun » et de la « politique du semblable »

élaborés par Mbembe dans sa démarche postcolonialiste cherchent à satisfaire des besoins communs. Or, cette finalité devient de plus en plus difficile dans un monde au sein duquel on assiste selon Jean Pierre Pinet (2013 : 1) à la montée de « l'individualisme, augmentation de la pauvreté, tensions intercommunautaires, ghettos, montée du racisme quotidien, (...) Nous vivons dans des sociétés qui ont profondément évolué avec la mondialisation et qui sont devenues résolument multiculturelles ». Il est donc important de concilier les savoir-faire, les savoir-être, de rechercher la paix qui est une condition indispensable pour le développement durable. De ce fait, le vivre ensemble en tant que philosophie de vie et idéal de société implique et connote la présence de la paix étant donné que « Selon Martin Luther King, « une véritable paix n'est pas l'absence de certaines forces négatives : tension, confusion, belligérance, elle suppose la présence de certaines forces positives : justice, bonne volonté et fraternité En effet, « les guerres commencent dans l'esprit de l'homme, c'est dans l'esprit de l'homme que doit commencer la paix ». (Préambule de la charte de l'Unesco) ». Au total, le vivre ensemble engendre le développement de la société impliquant ainsi le bien-être auquel on peut en somme ajouter l'unité et l'intégration nationale.

## **Conclusion**

En somme le Cameroun est une société multiculturelle en raison de la pléthore de cultures et de peuples qui composent cette Nation. Dans un tel contexte, les Hommes construisent des barrières dans une perspective de domination, de séparation et de rejet des valeurs culturelles des Uns et des Autres. Dans un tel cadre, on ne saurait parler de vivre-ensemble en ceci que les semblables sont perçus comme des obstacles au plein épanouissement des Autres. La colonisation a légué aux Camerounais des langues et des systèmes valeurs qui constituent de véritable défi pour la coexistence pacifique. Parler du vivre-ensemble dans un espace multiculturel comme celui camerounais revient à envisager un climat de paix. La présente étude, tout en gardant son déterminant modeste, a une portée sociale qui ne souffre d'aucun anathème. Partant, elle montre qu'on ne peut séparer le dialogue social du développement car tout développement n'est envisageable que dans un cadre de paix, de stabilité, de partage, d'unité. Tous les legs émanant d'un passé plus ou moins lointain et nostalgique dans sa globalité se

doivent d'être transcendés car ils ont transformé la société camerounaise en un cadre phobogène dans lequel, les pratiques haineuses, la guerre et la terreur sont devenues une nouvelle logique et une rationalité faisant ainsi de ce pays, une « société d'inimitié ». Au final, Ces legs coloniaux, sources de conflit entre les Camerounais posent plusieurs problèmes parmi lesquels celui de l'identité. Dans les régions dites anglophones et francophones du pays, la véritable difficulté se pose quand il s'agit de déterminer ce qui appartient essentiellement aux populations vivant dans ces territoires c'est dire s'il existe une identité propre, attachée et reconnue qu'on peut qualifier de francophone ou d'anglophone. En dernier ressort, le vivre ensemble n'est pas un décret mais une construction permanente et perpétuelle qui doit intégrer les processus de la socialisation.

## **Bibliographie**

**Abbé Claude** (2005), « multiculturalisme, cosmopolitisme et intégration politique en milieu urbain: les défis de la citoyenneté de type républicain à douala et Yaoundé », in *Revue camerounaise de science politique*, vol. 12, numéro spécial, UCAC.

**Ashcroft Bill et al.** (1989), *The Empires Writes Back, theory and practice in colonial context*, London and New York: Routledge.

**Ashcroft Bill et al.** (2012), *L'Empire vous répond : Théorie et pratique des littératures postcoloniales*, Paris, Presses Universitaires de Bordeaux.

**Azeyeh Albert** (1998), « De l'école de la dépendance à l'école de l'auto\_ promotion », Annales de la Faculté des arts, de lettres et des sciences humaines de l'Université de N'Gaoundéré, vol III.

**Anta Diop Cheikh** (1979), *Nations nègres et culture II*, Paris, Présence Africaine.

**Béitoné Alain et al.** (2007), *Sciences sociales*, Paris, Dalloz-Sirey.

**Césaire Aimé** (1955), *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence africaine.

**Fouté Joël** (2017) « Cameroun: Bilinguisme, multiculturalisme - Place à la promotion », in *Cameroon tribune* du 27avril 2017(article de presses).

**Glissant Edouard** (1991), *Poétique de la relation*, Paris, Gallimard.

**Pinet Jean-Pierre** (2013), « Vivre ensemble dans un monde qui a changé », *Revue Quart Monde*.

- Kenmogne Jean Blaise** (2006), « Réinventer l'école africaine », in *Le magazine de l'écologie et du développement durable*, N°35, 2006.
- Lyotard Jean-François** (2007), « Ce que postcolonie veut dire : une pensée de la dissidence » in *Collège international de Philosophie*, n° 58.
- Légal Jean Baptiste et Délovée Silvain (2015), *Stéréotypes, Préjugés, et discrimination*, Paris, Dunod.
- Mbembe Achille** (1986), « Dangereuses frustrations : la contestation des anglophones » in *Le monde Diplomatique*.
- Mbembe Achille** (2000), « A propos des écritures africaines de soi » in *Politique Africaine*, N° 77 PP 16-43.
- Mbembe Achille** (2007), « francophonie et politique du monde », in *Revue Esprit*.
- Mvesso André** (1998), *L'Ecole malgré tout : les conditions d'une contribution de l'école à l'espoir africain*, Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé.
- Nforbi Emmanuel** (2013), *Second Language Education in Cameroon*, Yaoundé: L'Harmattan.
- Nijalé Pierre Marie** (2018), « Crise de société, crise de l'école » in *Revue Internationale d'éducation de Sèvres*, N°41, PP. 53-63.
- Nkrumah Kwame** (1976), *Le Consciencisme*, Paris, Présence Africaine.
- Pangop Alain Cyr** (2006), « Les « enfants de la post-colonie » et l'interculturalité », in *Nkà', Revue interdisciplinaire de la Faculté de Lettres et Sciences Humaines, Université de Dschang*, N° 5.
- Pinet Jean-Pierre** (2013), « Vivre ensemble dans un monde qui a changé », *Revue Quart Monde*.
- Jean Marc Ella**, (1971), *La plume et la pioche*, Yaoundé, éd. Clés.
- Le Coadic Ronan** (2004), « Le multiculturalisme ». Débats sur l'identité et le multiculturalisme : Actes du 11e colloque annuel du Réseau de suivi ethnologique et de prévention des conflits, Rennes, Institut d'ethnologie et d'anthropologie, Académie des sciences de Russie.
- Samaka Adama**, (2017), « Tierno Monénembo et le problème de l'intégration des peules : l'exemple de Le Terroriste », in *De l'altérité à la poétique du vivre ensemble dans la littérature africaine*, Paris, L'Harmattan, PP 127-149.
- Smouts Marie-Claude et Ali.** (2007), *La Situation postcoloniale : Les postcolonial studies dans le débat français*, Paris, Presses de Sciences Po.